

Des mobilisations jusqu'au retrait !

Le 9 mai des dizaines de milliers de fonctionnaires (dont une large part d'enseignants et enseignants) ont défilé pour dire non à la réforme de la Fonction publique. Alors que le projet de loi Blanquer sera discuté à partir du 14 mai au Sénat, les personnels seront à nouveau mobilisés le 18 mai pour demander son retrait.

La détermination du monde enseignant à refuser tout à la fois le projet de Loi Blanquer mais aussi la réforme de la Fonction publique, qui, sous couvert de modernisme, va dynamiter le statut de fonctionnaire et affaiblir les services publics, s'est installée durablement dans tout le pays depuis plusieurs semaines. La très forte mobilisation de la communauté éducative a affolé du ministère à l'Élysée. Après une forte grève dans les écoles le 19 mars, la journée du 30 mars qui a réuni plus de 60 000 manifestants, le 4 avril, de multiples mobilisations locales avec les parents, la carte postale au ministre, le clic aux parlementaires et les perspectives du 9 et du 18 mai ont poussé Emmanuel Macron et son ministre à ébaucher un début de ré-

ponse. Tout d'abord, Jean-Michel Blanquer, fragilisé par l'ampleur du refus contre sa loi « l'école de la confiance », n'a répondu aux mobilisations que par de très malvenues lettres au corps enseignant, puis aux directeurs et directrices et en criant aux infos.

NE PAS EN RESTER AUX ANNONCES

Sous la forme d'un « *Je vous ai entendus* », le président Macron s'est lancé dans une tentative de désamorçage des mobilisations lors de sa conférence de presse. Les annonces qu'il a faites, passant sous silence les moyens qu'il faudrait pour les mettre en place, à rebours de la politique de réduction des dépenses publiques encore réaffirmée lors de cette même allocution, ne re-



mettent pas en question la loi Blanquer qui va accroître les inégalités sans apporter de vraies réponses aux urgences de l'école et contre laquelle le monde enseignant, parents, associations, élus sont mobilisés. En réponse au Président, le SNUipp-FSU, moteur de ces mobilisations, a réaffirmé ses positions. Sur les annonces de baisse d'effectifs dans certaines classes qui vont charger encore un peu plus les autres niveaux de classe. « *Il va falloir un effort très conséquent en termes de poste...or aujourd'hui c'est plutôt à une baisse du nombre de postes au concours de recrutement de profs des écoles qu'on assiste* » a-t-il rappelé. Et s'il n'y aura plus de « *fermetures d'écoles d'ici à la fin du quinquennat* » sauf accord municipal, comme l'a affirmé Emmanuel Macron,

la mise en œuvre des mesures de doublement l'a amené à fermer de nombreuses classes et particulièrement en maternelle et en milieu rural.

LOI BLANQUER: C'EST TOUJOURS NON!

Alors que l'étude du projet de loi Blanquer commence le 14 mai au Sénat, le SNUipp-FSU mobilise tant au niveau national que dans les départements avec l'ensemble de la communauté éducative. *Nuits des écoles*, écoles désertes, réunions d'information, grève des fonctionnaires du 9 mai puis la manifestation du 18 mai... tout sera mis en œuvre pour obtenir le retrait d'un projet de loi qui dégraderait le service public d'éducation.

VIRGINIE SOLUNTO



PROPAGANDE D'ÉTAT

Le projet de loi Blanquer n'a de confiance que le nom. On ne compte plus, devant l'article 1, les intimidations et les représailles envers des enseignants et des enseignantes, des équipes d'école, des directeurs et directrices ayant eu l'outrecuidance de critiquer la loi du ministre. Comme rarement cela a été fait pour défendre un projet de loi, Jean-Michel Blanquer mobilise tout son arsenal et jusqu'au parti majoritaire. Pour contrer les décriptages réalisés par le SNUipp-FSU, des députés LRM vont jusqu'à inviter, via la boîte école, les enseignants et les enseignantes à venir à des grand-messes sous le haut patronage des DASEN et IEN. Article 1 : deux poids, deux mesures !



REVALORISATION : DES ACTES !

Le Président lors de sa conférence de presse puis le ministre ces derniers jours ont évoqué la reconnaissance de l'engagement professionnel des enseignants et des enseignantes par une revalorisation financière. Le syndicat s'est immédiatement adressé au ministre pour exiger que les promesses se transforment très vite en actes.

Obtenir l'alignement des salaires enseignants français sur ceux des pays comparables, c'est la revendication martelée depuis des lustres et sur tous les tons par le SNUipp-FSU.